

FOURNITURE D'UN VEHICULE AMENAGE EN « UNITE MOBILE DE PREVENTION ET PROMOTION DE LA SANTE » POUR LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE ATLANTIQUE 17

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

Procédure adaptée organisée en application des dispositions des articles L. 2123-1, R.2123-1 à 2123-8 du Code de la Commande Publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – INTRODUCTION.....	3
ARTICLE 2 – CONTEXTE DE LA DEMANDE.....	3
ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES	4
ARTICLE 4 – DESCRIPTIF TECHNIQUE	4
4.1 Descriptif du véhicule.....	4
4.2 Agencement intérieur	5
4.3 Espace d'accueil	5
4.4 Espace de consultation	5
4.5 Chauffage.....	5
4.6 Climatisation	5
4.7 Electricité	6
4.8 Sécurité.....	6
4.9 Garantie et service après-vente	6
ARTICLE 5 – REGLEMENTATIONS ET NORMES	6
ARTICLE 6 – FIN DE VIE DU MATERIEL (OU REPRISE DU MATERIEL EXISTANT).....	6
ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE	7

ARTICLE 1 – INTRODUCTION

Les Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Atlantique 17, agit pour le compte des établissements de son GHT ci-après désignés, et représenté par Mme Valérie BENEAT-MARLIER, Directrice générale des Hôpitaux de La Rochelle-Ré-Aunis :

➤ Les Hôpitaux de la Rochelle – Ré – Aunis (Etablissement support)

Établissement Public de santé

Rue du Docteur Schweitzer

17019 LA ROCHELLE CEDEX

Téléphone : 05.46.45.51.14

Fax : 05.46.45.51.10

Mail : cellule-marches@ght-atlantique17.fr

Type de Pouvoir Adjudicateur : Autre / Santé

ARTICLE 2 – CONTEXTE DE LA DEMANDE

Le territoire Nord CHARENTE-MARITIME draine un bassin de population fragile, majoritairement rural, avec des indicateurs socio-économiques (taux de chômage, proportion de foyers fiscaux non imposables, niveau de scolarité faible...) et de santé nettement défavorables par rapport à la moyenne régionale et nationale (mortalité générale prématurée évitable, faible participation aux dépistages organisés des cancers, taux de fécondité des 15-19 ans et recours à l'IVG élevé...).

Le Groupe Hospitalier Littoral Atlantique participe depuis 2022 à la réduction des inégalités sociales de santé grâce à un dispositif de prévention et de soins itinérant à destination des personnes éloignées du soin tant géographiquement que pour raisons socio-économiques.

Depuis octobre 2022, une équipe soignante (sage-femme et infirmière) sillonne le NORD du département à bord d'un véhicule aménagé en lieu de consultation.

Elle intervient au sein de structures sociales (ex : CCAS), d'insertion (missions locales, chantiers d'insertion), de centres socio culturels (ex : local jeunes Marennes, bureau information jeunesse Oléron), de lycées d'enseignement général et professionnel, l'université, de milieux associatifs (ex : lieux de distribution alimentaire), d'associations de quartiers, sur les aires des gens du voyage, les accueils de jour de personnes migrantes et/ou sans domicile, les plages, les marchés, parkings de supermarché, places stratégiques d'accueil d'événements notamment dans le cadre de la ruralité. Ce dispositif permet d'aller à la rencontre des populations qui ont peu ou pas accès à la prévention et au dépistage pour des raisons diverses (éloignement géographique, méconnaissance des services, représentations négatives envers les services de prévention, peur des jugements...)

Après 2 ans, la pertinence du projet n'est plus à démontrer. Face aux résultats positifs et aux besoins constatés d'accès aux soins et à la prévention sur ce territoire, le groupe hospitalier souhaite acquérir un nouveau véhicule pour remplacer l'existant qui a 20 ans et qui montre des signes d'usure.

L'acquisition de ce véhicule nous permettra de poursuivre et développer nos actions favorisant ainsi l'accès aux soins des plus démunis et leur retour vers un parcours de droit commun.

Les publics visés par ce dispositif sont :

- Les personnes en situation de vulnérabilité
- Les personnes en situation de précarité
- Les personnes en situation d'isolement
- Les personnes avec des difficultés de mobilité

Ce dispositif d'unité mobile permet de :

- Lever les freins au non recours ou renoncement à la prévention et aux soins
- Accéder à du dépistage (des IST, du cancer, du risque cardiovasculaire et métabolique), de la vaccination, des soins, de la sensibilisation/information permettant les comportements favorables à la santé
- Proposer un espace de confidentialité/la discrétion
- Favoriser le retour dans un parcours de soins de droit commun

ARTICLE 3 – PRESTATIONS ATTENDUES

La présente consultation a pour objet l'achat d'un véhicule de consultation.

Les équipements seront conformes à la réglementation en vigueur. Toute disposition nouvelle sera applicable dès sa publication.

En tout état de cause, le fournisseur ne pourra pas exiger la prise en charge d'une prestation non prévue nécessaire à la bonne réalisation de sa prestation.

Le titulaire trie, retraite et évacue l'ensemble des déchets produits au cours de ses interventions. Les coûts inhérents à ce traitement sont inclus dans les prix forfaitaires, quelle que soit la nature des déchets.

La prestation comprend la livraison, le déchargement, le montage et la mise en place du matériel dans les locaux de destination ou à l'emplacement de destination. Toutes les manipulations de fournitures jusqu'à leur réception par le responsable du service sont à la charge et sous l'entière responsabilité du titulaire du marché. La manutention (main d'œuvre, moyens de levage, etc.) nécessaire à l'acheminement du matériel dans les locaux d'installation ainsi que le montage et la mise en place du matériel sont à prévoir par le titulaire. L'emplacement de destination doit cependant être prêt et libéré, ne nécessiter aucun aménagement préparatoire par le titulaire.

L'installation est entièrement à la charge du titulaire du marché. Elle est effectuée en accord avec le Groupe Hospitalier.

Le montage de la totalité de la commande doit être exécuté dès livraison faite, (en accord avec l'hôpital) par une équipe de monteurs habilitée.

La date exacte de livraison devra être convenue entre l'hôpital et/ou la personne habilitée à réceptionner d'une part, et le titulaire du marché d'autre part, au plus tard 8 jours avant la semaine de livraison fixée lors de la confirmation de commande du titulaire. Cette date de livraison sera confirmée par le titulaire auprès du site par écrit.

ARTICLE 4 – DESCRIPTIF TECHNIQUE

4.1 Descriptif du véhicule

Objet	Caractéristiques
Véhicule	Utilitaire léger (permis B), de type Renault Master
Moteur	Puissance 120 à 140 chevaux, diesel
Dimensions	L3H2
PTAC	Jusqu'à 3T500
Teinte carrosserie	Blanc sans autocollant
Nombre de places	3 places minimum
Visibilité	Plusieurs parties vitrées sur les deux espaces Arrière : une porte simple
Accessibilité	Accès par marche-pied coulissant électrique 2 portes d'accès sur une partie accueil et sur une partie consultation. La partie consultation devra être aux normes TPMR, accès PMR avec rampes amovibles. Poignées montoirs escamotables pour accessibilité facilitée aux personnes à mobilité réduite.
Conduite	Direction assistée, suspension renforcée.
Sécurité	ABS, airbags, feux de brouillard avant, pneus neufs, roue de secours, extincteur, stabilisation par béquillage électrique
Equipements	Vitres électriques, centralisation des portes, autoradio, GPS, caméra de recul, régulateur/limiteur de vitesse
Equipements cellule arrière	Store banne, Insonorisation de l'espace de consultation, lanterneaux de pavillon

4.2 Agencement intérieur

Le véhicule est aménagé en 2 espaces distincts :

- Un espace d'accueil, accessible depuis la porte latérale.
- Un espace de consultation, accessible depuis l'espace d'accueil, séparé par une porte si possible coulissante.

Finitions intérieures :

- Pour toutes les surfaces dont le sol, des revêtements lessivables lisses, non poreux, faciles à nettoyer, teintes claires, sol résistant grand passage.

4.3 Espace d'accueil

Objet	Caractéristiques
Table	Plan de travail stratifié – angle arrondi + tablette rétractable pour l'ordinateur.
Assises	Banquette pour l'accueil de 3 à 4 personnes - (matière facile à nettoyer, textile enduite lessivable). 1 tabouret pour le professionnel sur patins.
Espace kitchenette	Réfrigérateur - micro-ondes - petit plan de travail pour poser cafetière/bouilloire.
Rangement	Prévoir des rangements pour un usage professionnel, pouvant être verrouillés, adaptés aux vibrations de la route, accessibles, en revêtement stratifié pour en faciliter l'entretien. Prévoir une niche avec plateau coulissant sur l'un des placards pour l'installation d'une imprimante.

L'espace doit être alimenté en électricité (prises dans l'espace kitchenette : au minimum 3 dans l'espace d'accueil dont 1 à proximité de la table)

4.4 Espace de consultation

Objet	Caractéristiques
Consultation	Un fauteuil d'examen gynécologique (en 3 parties) à hauteur variable hydraulique, qui pivote, avec accoudoirs et étrières.
Rangement	Eléments de rangement avec étagères amovibles dont petite penderie avec verrouillage par une serrure à code. Optimisation des espaces libres pour rangements.
Bloc sanitaire	Lave main, distributeur de savon et essuie-mains. Réserve d'eau.
Espace réfrigérateur	Réfrigérateur de capacité 50 litres.
Un petit bureau	Un plan de travail 1 à 2 assises, angles arrondis.
Espace de stockage poubelles	Dans l'espace de consultation, DASRI/DAOM.

4.5 Chauffage

Véhicule chauffé (cabine, espace de consultation) via un appareil de chauffage fonctionnant au gazole en prise directe sur le réservoir du véhicule.

4.6 Climatisation

Système de climatisation / ventilation

4.7 Electricité

Pose de panneaux solaires sur le véhicule permettant d'augmenter l'autonomie des batteries avant recharge sur secteur ;
L'éclairage LED des espaces doit fonctionner y compris quand le camion est éteint et non raccordé à l'électricité.
Un enrouleur électrique portable de 25m sera placé dans la cabine.

4.8 Sécurité

Installation d'un extincteur conforme aux normes de sécurité.

4.9 Garantie et service après-vente

Le fournisseur précisera la durée et les conditions de la garantie du véhicule et des équipements dans le mémoire technique et l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Il indiquera également quelles sont les modalités de service après-vente : réparation et remplacement des accessoires...

La garantie concerne l'ensemble des équipements et accessoires installés par le titulaire au titre du marché.

La garantie comprend pièces, main d'œuvre et déplacements conformément aux préconisations du fabricant d'une part et couvrant tout vice de fabrication et de fonctionnement d'autre part. La garantie porte sur tous les défauts visibles ou non des matériaux employés, sur tous les vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Au cours de la période de la garantie ci-dessus définie, le titulaire s'engage à remplacer toute pièce défectueuse ou effectuer toute intervention nécessaire.

Les frais occasionnés étant à sa charge.

Les modalités de mise en œuvre du service après-vente devront être précisées dans la cadre de réponse technique (annexe du CCTP) en tenant compte du délai d'intervention fixé au maximum à 72 heures, à compter de la date de réception de la demande par le titulaire et du délai de remise en service n'excédant pas, dans les cas d'échange du matériel, le délai de livraison du matériel neuf (ne pouvant excéder 5 semaines maximum).

Le délai de livraison contractuel est celui indiqué dans l'offre et dans le mémoire technique et vaut engagement ferme.

ARTICLE 5 – REGLEMENTATIONS ET NORMES

Les fournitures devront être conformes aux normes en vigueur avec en particulier tous les documents concernant le marquage CE. Seuls les matériels faisant l'objet d'un marquage CE pourront être proposés et mis en prêt dans les services. Cette restriction ne concerne que les équipements soumis à ce marquage. Le candidat devra à cet effet joindre tous les documents probatoires relatifs aux normes et marquage CE et notamment la classe de marquage CE.

Dans le cas où les produits proposés ne seront pas conformes aux normes en vigueur, l'offre se verra rejetée.

Les candidats pourront fournir des Certificats des normes qualités et environnementales à l'appui de leur offre, nécessaire à l'évaluation de critère de notation n°3.

ARTICLE 6 – FIN DE VIE DU MATERIEL (OU REPRISE DU MATERIEL EXISTANT)

Le fournisseur pourra préciser dans son offre s'il envisage à titre commercial d'assurer l'enlèvement du matériel remplacé par le sien (avec fourniture des documents réglementaires attestant de la régularité de l'élimination ou du recyclage au Groupe Hospitalier de La Rochelle-Ré-Aunis).

ARTICLE 7 – DEVELOPPEMENT DURABLE

La politique d'achat du GHT Atlantique 17 se positionne dans une politique d'achats responsables. A ce titre il sera porté une attention particulière aux produits et aux éléments d'organisation du titulaire présentés dans son offre permettant de limiter les impacts environnementaux lors de l'exécution du marché. A titre d'exemples pourront être pris en compte :

- Les produits issus/fabriqués à partir de matières premières bio sourcées, recyclées ou non-fossiles ou renouvelables
- Les produits présentant un caractère écologique voire labélisés
- L'augmentation du taux de traitement et/ou de valorisation des produits en fin de vie par leur réemploi, ou leur réutilisation ou leur recyclage
- L'emploi d'emballages et de conditionnements issus de matières premières bio sourcées, recyclées ou non-fossiles ou renouvelables
- La réduction voire la suppression des emballages notamment les plastiques non recyclés et/ou non recyclables
- L'augmentation du taux de traitement et/ou de valorisation des emballages par leur réemploi, ou leur réutilisation ou leur recyclage
- La réduction de l'impact carbone de la livraison des produits achetés ou lors des déplacements commerciaux
- La formation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants aux exigences environnementales (éco conduite ...)
- La non utilisation de produits réputés nocifs ;
- La réduction et le traitement des déchets ;
- La maîtrise des consommations d'eau et d'énergie ;
- Le contrôle des rejets polluants dans l'atmosphère, l'eau et les sols ;

Le candidat devra répondre au questionnaire développement durable « Annexe 1 au RC ».

Tous les éléments communiqués par les candidats, qui s'inscrivent dans le cadre d'une politique de développement durable (certifications, normes, labels, ...) et permettant d'apprécier leur performance dans ce domaine, seront appréciés dans le cadre de l'analyse des propositions.